

Lettre du groupe femmes à la Présidente Ellen Johnson Sirleaf

lundi 14 mai 2012

Constatant le peu d'empressement de beaucoup de négociateurs du texte de position de la Conférence Rio + 20 en faveur de la parité femmes-hommes aux postes de décision et de négociation, le "groupe majeur femmes" met en oeuvre un plaidoyer en direction de décideurs, dont Ellen Johnson Sirleaf du Nigéria.

A La Présidente Ellen Johnson Sirleaf
Libéria

Votre Excellence,

Nous, membres du Groupe Majeur des femmes, vous écrivons pour solliciter aimablement votre soutien afin de garantir que les objectifs concrets pour le leadership des femmes soient pris en compte dans le document final de Rio + 20. Le groupe majeur des femmes majeur pour Rio +20, qui représente une alliance de 200 organisations de femmes de par le monde, vous demande d'encourager vos collègues chefs d'États à appuyer l'inclusion de mesures positives spécifiques, tel qu'un système de quota de 40%, à l'issue du sommet de Rio +20.

Votre leadership a joué un rôle, en passant, une politique de parité entre les sexes à l'Union africaine. Comme vous le savez, « la participation égale des femmes à la prise de décision n'est pas seulement une simple question de justice ou de démocratie, mais peut aussi être perçu comme une condition nécessaire pour que les intérêts des femmes soient prises en considération.

Sans la participation active des femmes, et l'incorporation des perspectives des femmes à tous les niveaux de prise de décision, les objectifs d'égalité, le développement et la paix ne peuvent être atteints " [1] .

Cependant, le monde accuse 12 ans de retard, pour le respect des engagements pris en vertu de la résolution de l'ECOSOC E/RES/1990/15, qui vise l'atteinte de la parité des sexes en l'an 2000 [2] .

Nous comptons sur votre leadership pour galvaniser la volonté politique d'autres pays africains et au-delà, et soutenir un objectif de 40% pour les femmes leaders en vue de la parité entre les sexes, dans le document final de Rio.

Actuellement, il est proposé sur cette question un libellé dans le projet de document final, qui parle de favoriser : l'utilisation de mécanismes nationaux visant à accroître le nombre de femmes aux postes de direction à au moins 40%, dans le but d'atteindre la parité des sexes. -Islande] (paragraphe CST 102 bis)

Alors que plus de 50 pays mettent en oeuvre des systèmes de quotas [3] pour atteindre l'équilibre entre les sexes dans la prise de décision, certains continuent de montrer une certaine résistance à la notion de quotas. Pourtant, des études ont montré que les quotas sont le moyen le plus efficace pour augmenter la participation des femmes dans le processus décisionnel à tous les niveaux.

Aujourd'hui, alors que nous négocions le projet de document des résultats attendus à Rio + 20, certains pays, notamment de l'Union Africaine, ont peut-être besoin d'un peu d'encouragement, ou que leur soit rappelés/réaffirmer les engagements existants déjà pris au niveau national, régional et international.

Nous vous remercions de considérer notre demande, et restons à votre disposition pour toutes suggestions sur la manière dont nous pouvons vous aider, afin de protéger les droits humains des femmes pour une participation égale dans la prise de décision.

Pour votre information, nous avons joint la formulation envisagée par le groupe majeur des femmes majeur dans le projet de document final.

Nous sommes prêts à travailler avec vous !

Sincèrement,

Le Groupe Majeur des femmes

[1] Plateforme d'Action de Beijing, Chapitre G, paragraph 181 [2]

http://www.un.org/en/ecosoc/docs/resdec1946_2000.asp [3] Base de données sur les quotas, IDEA www.idea.int/

P.-S.

A voir aussi sur le site Adéquations :

- Tous les articles sur le thème [Egalité femmes hommes et gouvernance du développement durable](#)